



COMMISSION RÉGIONALE  
D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Nos réf. : 10/CRAT A.913-OD  
NDu

Le 29 avril 2010

## **Avis de la CRAT relatif au Programme Communal de Développement Rural de la Commune de SAINT-VITH**

Conformément à l'article 10 §2 du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural, l'avis de la Commission régionale d'aménagement du territoire (CRAT) porte sur le Programme Communal de Développement Rural (PCDR) de la commune de SAINT-VITH.

### **1. CONTEXTE**

<u>Demande :</u>	PCDR Le document répond au prescrit du décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural ainsi qu'à son arrêté d'application du 20 novembre 1991.
<u>Demandeur :</u>	Commune de Saint-Vith
<u>Brève description de la commune :</u>	La commune de Saint-Vith est située dans la province de Liège, à proximité des frontières allemande et luxembourgeoise. Elle fait partie de la communauté germanophone de Belgique. Saint-Vith englobe 27 villages et hameaux et compte environ 9.300 habitants pour une superficie de 14.700 hectares. Son territoire est occupé à plus de 90 % par des zones non urbanisables au plan de secteur.
<u>Auteur du PCDR :</u>	Lacasse-Monfort sprl
<u>Organisme d'accompagnement :</u>	Wirtschaftsörderungsgesellschaft Ostbelgiens VoG (WFG)
<u>Projet demandé en 1<sup>ère</sup> convention :</u>	Aménagement des abords de l'église de Mackenbach et de l'accès à la salle Ourgrundia-Halle
<u>Date d'approbation par le Conseil Communal :</u>	25 février 2010
<u>Date de réception du dossier :</u>	5 mars 2010

## 2. AVIS

**La CRAT émet un avis favorable sur le projet de PCDR de Saint-Vith pour une période de validité de 3 ans.**

La CRAT souligne la qualité de la partie I. « *Description des caractéristiques socio-économiques de la commune* » mais regrette que les résultats de celle-ci n'aient pas été utilisés de façon plus optimale dans la suite du processus de réalisation du PCDR.

La CRAT constate en effet des lacunes dans le processus de participation citoyenne et dans le travail de réflexion mené par la CLDR au cours de l'opération de développement rural.

Elle relève notamment que le quorum n'a pas été atteint lors des réunions du 16 septembre 2008, du 29 octobre 2008 et du 13 janvier 2009, ainsi que la démotivation de nombreux membres de la CLDR (démission de 12 membres en 2 ans).

La CRAT a toutefois remarqué, lors de la présentation du PCDR en sa séance du 21 avril 2010, l'espoir de la mise en place d'une dynamique participative au sein de la commune et de la CLDR. La CRAT encourage la poursuite et le renforcement de ce processus.

La CRAT déplore également l'absence d'une stratégie de développement rural et le caractère complexe des objectifs.

Elle regrette aussi la façon dont ont été hiérarchisés les projets et le manque d'imagination dont ils relèvent. La CRAT constate en effet que les fiches correspondent majoritairement à des projets d'aménagement d'espaces publics et de création de sentiers et chemins.

La CRAT constate, par ailleurs, que la présentation orale était plus complète que le document présenté.

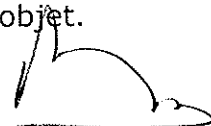
Au vu de ces remarques, la CRAT propose de limiter la validité du PCDR à 3 ans.

Elle demande qu'avant la fin de la troisième année, la commune lui fournisse un premier bilan de l'opération de développement rural, précisant les projets et actions réalisés, ainsi qu'une actualisation du PCDR. Elle insiste pour que les objectifs soient redéfinis et que l'ordre de priorité des fiches-projets soit révisé. L'actualisation pourra intégrer de nouvelles fiches-projet si celles-ci sont plus en adéquation avec les objectifs du PCDR.

La CRAT insiste sur la participation active de la CLDR à l'élaboration de ces documents en vue de faire émerger de réels projets de développement rural. Elle soutient vivement la reprise des réunions de consultation de la population.

En fonction des résultats de ce premier bilan, la CRAT se prononcera sur la poursuite ou non de la durée de validité du PCDR.

En ce qui concerne la fiche demandée en première convention, la CRAT apprécie la qualité du projet d'aménagement de l'espace public dont elle est l'objet.



Philippe BARRAS,  
Président